

Pas de complot derrière les Panama Papers mais...



Article rédigé par *contact*, le 13 avril 2016

[Source: Contrepoints]

Panama papers : pourquoi mettre sur le dos du complot ce qui s'explique naturellement par l'incompétence ?

« *Tous les commentaires sur les Panama Papers publiés avant de savoir qui est derrière ces informations n'ont que peu d'importance. Quelqu'un manipule des journalistes. Qui et pourquoi, dans quel intérêt ?* » demande un commentateur soupçonneux.

Nous avons désormais les réponses à ces questions.

Les vraies-fausses théories du complot

La fuite des *Panama Papers* avait à peine reçu son nom que déjà des affrontements avaient lieu sur Internet pour faire porter le chapeau à tel ou tel protagoniste du grand jeu géopolitique.

Certains pointèrent donc du doigt la CIA, d'autres Poutine, Israël, George Soros, et probablement une demi-douzaine d'autres commanditaires possibles, bien entendu sans la moindre preuve. Ne restaient que des justifications de « plausibilité » derrière chaque accusation.

Il est clair que de nombreux groupes auraient eu leurs raisons de faire jaillir le scandale des *Panama Papers*, soit comme une démonstration de force de la supériorité de leurs services de renseignement (nous y reviendrons) soit pour semer le trouble dans le camp supposé « adverse », sachant que le scandale ratisse tout de même assez large.

Le site Slate.fr se donna la peine dans un article de relever les théories les plus saillantes du moment, mais aussi d'éclairer un aspect dérangeant du dossier, le petit nombre de clients américains repérés dans la fuite, principal argument invoqué par ceux qui impliquent la responsabilité des services secrets de l'Oncle Sam.

Puisque nous parlons de plausibilité, la relative absence de clients américains de Mossack Fonseca s'explique fort simplement par l'histoire des relations houleuses entre les deux pays :

Ni la dictature militaire qui sévit dans le pays jusqu'à 1989, ni son invasion par l'armée américaine à partir de cette date ne faisaient du Panama un environnement de confidentialité et de bienveillance pour de potentiels évadés fiscaux américains... Plus tard, un accord commercial passé en 2010 entre les deux pays a réduit à néant les possibilités pour les contribuables nord-américains de cacher de l'argent au Panama en toute sécurité. Une clause de l'accord prévoyait un échange bilatéral de toutes les informations détenues par les banques et autres institutions financières sur les citoyens des deux pays.

Le Panama était un paradis fiscal pour le monde entier, *sauf les Américains*. Rien d'étonnant alors à ce que la fuite de données d'un gros cabinet d'avocats du pays n'en contienne qu'une poignée. Comme pour le reste des noms cités, on ne sait d'ailleurs pas si quoi que ce soit d'illégal a été commis.

Mais évidemment, savoir que les États-Unis ne sont pas concernés ne fera que confirmer les soupçons de ceux qui y voient leur main dans cette fuite, puisqu'ils n'auraient « rien à y perdre ». Pourquoi ces gens pensent que les services secrets américains chercheraient à épargner leurs propres ressortissants coupables

d'évasion fiscale, mystère !

Mais pour y voir plus clair, passons donc aux méthodes employées pour piller les données...

Services secrets ou amateurisme total ?

Dans mon précédent billet sur le thème, je pointais du doigt la « vulnérabilité » à long terme d'une stratégie de secret des affaires face à une informatisation toujours plus poussée.

Je pêchais par excès d'optimisme.

Il semble que le cabinet Mossack Fonseca se soit rendu coupable d'une incompétence sans limite en matière de sécurité informatique. Le site *reflets.info* parle d'une « incroyable bourde » mais les journalistes font œuvre de charité en employant ce terme. À ce qu'il semble, *toutes les données* de Mossack Fonseca étaient disponibles sur Internet à travers des sites web mal configurés, mal sécurisés, voire pas sécurisés du tout.

Même sans travailler dans le domaine de la sécurité informatique, il semblera relativement évident à tout internaute qu'utiliser le même nom pour l'utilisateur, le mot de passe et la base de données à laquelle il est sensé se connecter, le tout visible sur Internet, ne pouvait conduire qu'à la catastrophe. Si vous vous connectez sur le site du Crédit Suisse avec le nom d'utilisateur « CreditSuisse » et le mot de passe « CreditSuisse », ne venez pas jouer les surpris si vous découvrez un matin que votre compte a été vidé.

Il faut également rappeler que ces découvertes faites par des internautes curieux ont été faites **après** la révélation des *Panama Papers*. Les serveurs web de Mossack Fonseca, et à vrai dire toute leur infrastructure informatique, semblent toujours aussi mal sécurisés une semaine après les faits.

« N'attribuez pas à la malice ce qui s'explique amplement par la stupidité », dit l'adage, et nous en avons un nouvel exemple. Pas besoin d'imaginer l'implication de services secrets exotiques pour piller des données tellement mal protégées que virtuellement n'importe qui pouvait y avoir accès. Même pas besoin d'un espion dans les murs !

La fuite aurait pu avoir lieu n'importe quand – certains logiciels n'étaient plus mis à jour depuis trois ans. Le plus long pour le « lanceur d'alerte » aura sans doute été de pomper toutes ces données pour les copier sur un autre support. On comprend d'autant mieux qu'il n'ait pas souhaité de rétribution pour son « acte courageux » : il n'avait aucun mérite. Il n'a non seulement pris aucun risque, mais le premier informaticien venu aurait probablement été en mesure de faire pareil.

À ce stade, on peut même débattre du statut juridique de données volées pour les *Panama Papers*.

Quand l'intendance ne suit pas

Les *Panama Papers* jettent une lumière crue sur le niveau de compétence informatique de certaines entreprises qui ont pignon sur rue. Même les règles les plus basiques de la sécurité sont absentes, et il faudrait être bien naïf pour penser que Mossack Fonseca est l'exception qui confirme la règle.

La situation prêterait à sourire si elle ne concernait pas les données privées de milliers de personnes et jusqu'à la réputation de secret des affaires qu'essaye de se donner le Panama. Les lois sur les trusts et la coopération financière ne valent pas un clou sans sécurité informatique.

La force d'une chaîne se mesure à son maillon le plus faible, ici, le site web d'un cabinet d'avocats panaméen. Cela relativise grandement les efforts de sécurisation entrepris par les banques. Sans même parler du fond, tout le concept de sécurité informatique est à revoir.

Il n'existe probablement pas plus de complot que de services secrets derrière les *Panama Papers* – il n'y en a pas besoin. Juste de l'incompétence. Beaucoup d'incompétence. Pas certain malheureusement que cela suffise à étancher la soif de complot d'une partie du public ; la vérité est parfois tellement médiocre qu'il vaut mieux rêver de romans d'espionnage.

Par Stéphane Montabert, depuis la Suisse.